
**DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC
INTERRÉGIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DU MASSIF CENTRAL**

Réunion du 15 décembre 2021

MODIFICATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU GIP MASSIF CENTRAL

Sur proposition du Président, et après en avoir délibéré, le GIP interrégional pour le développement du Massif central,

Vu l'article 236 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005, relative au développement des territoires ruraux ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral en date du 31 mars 2009 portant approbation du groupement d'intérêt public interrégional pour le développement du Massif central et l'arrêté inter-préfectoral du 7 février 2014, portant approbation des modifications apportées à la convention constitutive dudit GIP ;

Vu la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public interrégional pour le développement du Massif central et notamment son article 2 ;

Vu la décision d'exécution de la Commission européenne du 13 novembre 2014, portant approbation du Programme opérationnel FEDER Massif central 2014-2020 ;

Vu les échanges et la délibération adoptée en Assemblée Générale du 13 octobre 2021 ;

Considérant :

La nécessité d'actualiser la convention constitutive du GIP sur les points suivants :

- Prolongation de la capacité juridique du président ou de l'un des vice-présidents en exercice pour la gestion des affaires courantes et jusqu'au renouvellement de l'Exécutif en cas de délai de vacance supérieur à un mois.
- Précisions sur les conditions d'approbation préalable par les Régions des modifications apportées à la convention constitutive du GIP avant la prise de l'arrêté inter préfectoral qui officialise définitivement les modifications adoptées en Assemblée Générale.
- Ces deux dernières modifications s'ajouteront à celles intervenues lors de l'Assemblée Générale du 13 octobre dernier et feront l'objet de la même démarche d'approbation par les Régions et du même arrêté inter préfectoral.

La convention constitutive du GIP qui stipule que :

- Toute amélioration de la convention constitutive soumise à l'approbation des autorités de tutelle relève de la compétence de l'assemblée générale (article 16),
- Les décisions approuvant les modifications de la convention constitutive, son renouvellement ainsi que la dissolution anticipée sont publiés dans le recueil des actes administratifs de la préfecture de chacun des membres et sur le site internet du GIP "Massif Central" (article 16).



DÉCIDE

ARTICLE 1 de modifier la convention constitutive du GIP telle que présentée en annexe,

ARTICLE 2 d'autoriser le Président du GIP Massif central à transmettre la convention constitutive modifiée :

- aux Régions, en vue d'une prise de délibération convergente,
- au Préfet coordonnateur de massif en vue de la prise d'un arrêté interministériel d'approbation (article 26 de la convention constitutive),

ARTICLE 3 d'autoriser le Président du GIP Massif central à mettre en œuvre la convention constitutive ainsi modifiée.

LE PRÉSIDENT DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC
INTERRÉGIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT
DU MASSIF CENTRAL

Philippe NAUCHE

NOMBRE D'ÉLUS	NOMBRE D'ÉLUS PRÉSENTS	POUVOIR
8	5	2

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du juge administratif plus particulièrement en premier ressort devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de son entrée en vigueur effective.